

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1984)
Heft: 715

Artikel: Le PS, parti d'opposition : la question de confiance (en soi)
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1016776>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Après le 12 février, pas de scission, mais...

administratifs bernois, chercheront de nouvelles voies pour faire valoir leurs avis «à Berne».

Et les personnalités qui, sans être marginales, bénéficiaient de la présence socialiste au Conseil fédéral pour trouver un écho à l'expression de solutions originales, ces personnalités-là se sentiront orphelines et, faute de mieux, renonceront à réagir au conformisme ambiant pour ne pas sombrer dans un verbalisme débile.

Le parti socialiste, après avoir bénéficié temporairement d'une couverture exceptionnelle de son activité par les médias, sans en profiter pour populariser son projet de société et ses propositions soumises au verdict des électeurs à court terme, envisagera, lui, soit une modification, indispensable, de ses structures — ce qui l'occupera pendant de nombreux mois — soit un activisme forcené qui nous ramène au point de départ de cet article.

Et si j'avais tort?

C. F. P.

Sortir, les yeux ouverts

Le coup du 7 décembre oblige les socialistes à réagir s'ils veulent rester crédibles. Simultanément, le retrait du Conseil fédéral est gros du risque de faire basculer le parti dans l'irréalisme et l'irresponsabilité. Car une décision de cette nature peut avoir des effets pervers bien différents de l'objectif recherché.

Sur l'évaluation de l'action du parti: le retrait «dans les circonstances actuelles» prôné par la direction du parti se veut cohérent avec la ligne suivie jusqu'à présent. Ce sont les conditions qui ont changé, pas les socialistes. Mais, une fois la déci-

sion prise, quelle peut être la pénétration dans les esprits d'un tel raisonnement, nuancé et complexe, face à la terrible efficacité du «participation, piège à cons» à la sauce Ziegler-Masnata?

Sur la direction du parti: ce ne serait pas la première fois que les promoteurs d'un changement s'en trouvent être les premières victimes, débordés par plus radicaux qu'eux.

Sur l'orientation du parti, surtout: débarrassé, sur le plan fédéral, du souci de gouverner, le parti ne va-t-il pas s'enfermer dans un système clos de critique et de surenchère, se «shootant» à l'éther grisant de l'idéologie pure et dure?

Tels sont certains des écueils que les partisans du

retrait doivent chercher à éviter. Faire de l'opposition dans un système politique qui ignore l'alternance au pouvoir, rassembler de nouvelles coalitions avec des mouvements qui pour l'essentiel récusent la politique partisane ne va pas sans un pragmatisme, une modestie qui ne sont pas les caractéristiques dominantes des socialistes.

Mais à l'inverse les partisans du maintien au Conseil fédéral feraient bien de réfléchir aux mesures d'accompagnement propres à ne pas désespérer Billancourt (ou plutôt, dans le contexte du PS, la nouvelle génération). Si le retrait est incontestablement le début d'un nouveau chapitre, son refus ne devrait pas être la fin du livre.

F. B.

LE PS, PARTI D'OPPOSITION

La question de confiance (en soi)

Les politico-sociologues déconseillent plus ou moins ouvertement aux socialistes de quitter le Conseil fédéral: manque de confiance dans les institutions, jugées inaptes au changement. Les journalistes suivent avec une curiosité pleine de scepticisme le spectaculaire happening mis en scène depuis le 7 décembre: manque de confiance dans les acteurs principaux, et plus encore dans les grands chœurs de la base. Beaucoup de syndicalistes préfèrent d'instinct rester dans la place pour y préserver les acquis: méfiance à l'égard des «politiques», toujours tentés par l'aventure. Nombre de militants, et plus encore de mandataires socialistes, redoutent d'avoir à faire la preuve d'une aptitude à la différence: manque de confiance en eux-mêmes.

Au-delà de toutes ces craintes, de tous ces espoirs non cultivés par peur de la déception, il y a un sentiment général — celui qu'il pourrait (enfin) se passer quelque chose dans la tranquille Helvétie — et, chez les socialistes, une fierté légitime: celle d'avoir

osé ouvrir, et de mener présentement, le plus vaste débat politique de ces vingt dernières années. Il faut remonter à la première initiative Schwarzenbach pour retrouver un thème aussi présent dans les conversations et une aussi faible proportion d'indifférents dans l'opinion publique.

Au sein du PS, une certitude se fait jour: pour le parti, il n'y a pas de solution idéale, il faut choisir la meilleure des moins bonnes. En ce sens, l'assaut final du 7 décembre, porté par les bourgeois après une série d'attaques sur différents fronts, a effectivement réussi. Tellement bien réussi même que, par un effet de dominos hérité de l'ère de la concordance, le choc déstabilisateur va secouer de proche en proche tous les partis encore qualifiés de gouvernementaux. A lire le futur ancien président du Parti radical suisse, M. Yann Richter, le risque vaut d'être pris, et le PRD n'entrera pas en négociation pour l'éviter (voir son interview dans l'«Illustré» du 18.1.1984).

Ainsi rejeté, le PS n'a pas le choix: sa place est dans l'opposition. Mais quelle opposition? Du genre larvé, comme jusqu'ici, avec un soutien occasionnel aux propositions gouvernementales.

Ou du genre plus affirmé, sans plus d'égards à prendre envers les deux socialistes siégeant au Conseil fédéral?

Quant au fond, la réponse donnée à cette double question n'aura en principe pas d'effet. Aussi bien, les députés socialistes élus le 23 octobre dernier l'ont été sur la base d'un programme précis pour la législature («Objectifs 1983-1987»), dont le contenu fixe les axes d'une politique d'opposition dans les quatre grands domaines prioritaires: emploi, environnement, politique sociale et solidarité internationale. A une ou deux exceptions près, qui sont d'ailleurs des cas limites (garantie contre les risques à l'innovation pour les PME, adhésion à l'ONU), le programme de législature du PSS ne contient aucune proposition susceptible de recevoir l'appui du Conseil fédéral.

SOCIAL: SOCIALISTES EN FLÈCHE ET SOLITAIRES

Prenons l'exemple du «social»! En matière d'AVS, les socialistes demandent tout ce que la dixième révision va refuser (flexibilité de l'âge d'ouverture du droit à la rente, calcul séparé de la rente de la femme mariée, etc.).

Dans le domaine de l'assurance maladie et accidents, les socialistes s'accrochent à des revendications que la révision en cours ne satisfera pas du tout (assurance obligatoire, financement analogue à celui de l'AVS, congé parental, etc.).

Idem pour la protection des locataires (les socialistes soutiennent l'initiative pendante, que le Conseil fédéral veut bien entendu rejeter en lui opposant un maigre contre-projet).

Pour ne rien dire des autres objectifs socialistes qui vont tous très largement au-delà des éventuelles bonnes intentions gouvernementales (droits des patients, régime de l'assurance-invalidité, large application des dispositions de l'assurance-chômage).

Et il en va de même, répétons-le, dans les autres secteurs prioritaires des interventions socialistes

ces prochaines années. Une simple comparaison des «Objectifs 1983-1987» du PSS et des «Grandes lignes» du Conseil fédéral pour la même législature suffit à démontrer que sur le fond, le parti socialiste se trouve bel et bien dans l'opposition au niveau fédéral; ses mandataires ont donc à mener une politique correspondante, dont on connaît d'ailleurs les axes et les thèmes.

LE POIDS DE LA PRATIQUE

Dès lors toute la question, somme toute formelle, est de savoir dans quelles conditions pratiques, cette politique d'opposition sera menée: avec ou sans représentants au Conseil fédéral.

Que peuvent obtenir Pierre Aubert et Otto Stich de leurs cinq collègues, compte tenu des rapports de forces politiques dans le pays et surtout de la configuration personnelle du Conseil fédéral élu pour quatre ans le 7 décembre dernier? C'est finalement de la réponse à cette question d'appréciation que dépendra la décision du Congrès extraordinaire du PSS des 11/12 février. D'ici là, avec l'aide de leurs collègues, les deux socialistes élus au Conseil fédéral chercheront tout naturellement moins à convaincre par la parole qu'à multiplier les «preuves par l'acte». Pierre Aubert a déjà le voyage de Stockholm à son actif et Otto Stich a opportunément ressorti le dossier de la durée du travail des fonctionnaires que Willi Ritschard avait fait préparer, sans doute en vue de le présenter lui-même avant son départ.

L'EFFORT INDISPENSABLE

En tout état de cause, le fait que nous n'ayions pas en Suisse de tradition de l'opposition ne doit pas effrayer les socialistes comme un obstacle insurmontable. Le PSS est parfaitement outillé au niveau du programme voté à Lugano et des objectifs pour la législature en cours, pour mener une politique d'opposition. Pour les personnes, la con-

duite d'une action différente, en l'absence de ces «pères de la nation», dont la force symbolique et la valeur de référence demeurent immenses, implique un effort assez considérable de renouvellement et d'imagination — autant dire un engagement fortement accru, intensifié à tous les niveaux du parti socialiste. Reste à savoir si les socialistes sont capables de cet effort. Telle est la question de confiance (en soi), posée à chaque membre, militant et mandataire, dans le vaste débat déclenché par le choc finalement salutaire du 7 décembre 1983.

Y. J.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Et le personnel politique?

On dit que la magistrature politique s'apprend sans apprentissage certifié. L'activité professionnelle, le militantisme dans un parti, l'échelon communal constitueraient à eux seuls une formation «sur les tas».

En un sens, il est bon, en effet, qu'il n'y ait pas de «cursus honorum» obligatoire. L'expérience montre, aussi, que la diversité professionnelle qui mêle dans un collège l'entrepreneur, le paysan, le juriste, l'enseignant, est aussi utile que le panachage politique.

Il n'en demeure pas moins que la préparation et le recrutement de cadres politiques est une des tâches essentielles des partis.

Or ce qui frappe, c'est que ce recrutement est en baisse. Démonstration en est donnée par l'élection complémentaire vaudoise (au Conseil d'Etat). Significatif tout de même que le parti radical offre un choix aussi étroit, que le parti radical lausannois n'ait pas un homme ou une femme à mettre sur les rangs. Les élections nationales avaient déjà fait constater cet effacement lausannois.

Y a-t-il désaffection de la vie publique? Le sujet est d'importance et les symptômes à surveiller.

A. G.